



200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 3570 - VENDREDI 6 SEPTEMBRE 2019



EDUCATION

Anatole Collinet Makosso : « Il y a une nécessité de concevoir un nouveau modèle de formation des formateurs »

Le Congo vient de signer un accord de coopération avec la France dans le secteur de l'éducation. Interrogé sur le bien-fondé de ce contrat, le ministre congolais chargé de l'Enseignement primaire

et secondaire, Anatole Collinet Makosso, a déclaré que selon les termes de ce document, il est prévu de faire évoluer l'Ecole normale supérieure par des partenariats avec les instituts nationaux supérieurs

de professorat et d'éducation de France, afin que le Congo parvienne à concevoir un nouveau modèle de formation des formateurs.

[Page 4](#)

FLORE ET FAUNE

Près de 40 milliards FCFA dédiés à la préservation de la forêt congolaise

En marge de la visite du chef de l'Etat congolais en France, une lettre d'intention a été signée, le 3 septembre, consacrant un financement de 65 millions de dollars, soit environ 40 milliards francs CFA, en faveur de la préservation de la forêt de la République du Congo.

Le texte a été paraphé avec l'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale dont la France assure actuellement la présidence.

[Page 2](#)



DROITS DES CONSOMMATEURS

Huit associations locales se constituent en réseau



Les deux partenaires du réseau

En conclave, depuis hier à Brazzaville, les organisations nationales des droits des consommateurs planchent sur la mise en place d'une plate-forme destinée à mieux défendre les intérêts de la population dans l'offre des services de qualité. Selon le géniteur de cette initiative et secrétaire exécutif de l'Observateur congolais des droits des consommateurs, Mermans Babounga Ngondo, la plate-forme en création vise la mutualisation des efforts dans la prise en compte des préoccupations légitimes des consommateurs. [Page 3](#)

TOUR QUALIFICATIF CAN U 23

Les Diables rouges face à leur destin dimanche à Brazzaville

Après leur défaite (1-2) concédée le 4 septembre en terre zambienne face aux Chipolopolos en match aller du tour qualificatif de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) des moins de 23 ans, les Diables rouges sont appelés à renverser la tendance, le 8 septembre, au Stade



Alphonse-Massamba-Débat à Brazzaville, afin de s'assurer une qualification à la phase finale en Egypte. Pessimiste peu avant le départ de Lusaka, en Zambie, le sélectionneur des U 23, Jean Elie Ngoya, pense que ses poulains disposent d'atouts nécessaires pour se faire une place au soleil. [Page 16](#)

ÉDITORIAL

Bilan [Page 2](#)

ÉDITORIAL

Bilan

Le moins que l'on puisse dire, ou plutôt écrire, au lendemain de la visite d'Etat que le président Denis Sassou N'Guesso a effectuée cette semaine à Paris est que celle-ci ouvre une nouvelle page dans la longue, très longue histoire qui unit le Congo à la France et la France au Congo. Une histoire commune qui débuta, il y a cent trente-neuf ans, lorsque Pierre Savorgnan de Brazza fut reçu à Mbé par le roi des Tékés, Makoko, et conclut avec lui un accord de très long terme, qui s'est poursuivie durant toute l'ère coloniale et qui a vu Brazzaville devenir lors de la Seconde Guerre mondiale « la capitale de la France libre », qui a continué de s'écrire après l'accession de notre pays à l'indépendance, il y a cinquante-neuf ans, et qui se poursuivra à coup sûr longtemps comme l'a démontré la chaleur de l'accueil réservé par Emmanuel Macron à notre président mardi.

Nos lecteurs ayant été informés de façon précise sur les accords qui ont marqué cette visite d'Etat, nous ne reviendrons pas, pour l'instant du moins, sur leur portée qui contribuera fortement au resserrement des liens ainsi noués entre les deux Etats. Mais ils doivent savoir, sans bien sûr entrer dans le détail, que des entretiens privés se sont aussi tenus avec de hautes personnalités françaises qui contribueront dans différents domaines à ce resserrement dont le meilleur sortira pour la nation congolaise tout entière. Notamment dans le domaine stratégique de la mise en valeur et de la préservation de nos ressources naturelles dont dépend pour une large part notre destin à moyen et long terme.

Cette étape importante étant franchie, il nous revient maintenant, à nous Congolais, de faire en sorte que l'image détestable de notre pays véhiculée depuis des années par des individus ou des organisations hostiles au pouvoir en place puis relayée avec complaisance par des médias étrangers dont il n'est pas besoin ici de citer le nom, que cette image donc soit corrigée dans les meilleurs délais. Une correction essentielle qui peut être conduite par le canal d'une communication adaptée aux technologies de ce temps, qui doit être fondée sur les réalités présentes du Congo et donc mettre en valeur les atouts qui sont les nôtres dans l'évolution de cette partie de l'Afrique sur laquelle se porte de plus en plus l'attention de la communauté internationale.

Ne nous arrêtons donc pas en si bon chemin. Le temps est propice pour accélérer.

Les Dépêches de Brazzaville

BASSIN DU CONGO

Près de 40 milliards francs CFA en faveur des forêts

Le président français, Emmanuel Macron, a signé une lettre d'intention engageant soixante-cinq millions de dollars pour la préservation de la forêt tropicale du Congo. C'était à l'occasion de la visite en France du président congolais, Denis Sassou N'Guesso.



L'accord vise à aider le Congo à relever le défi relatif au développement économique durable, tout en prenant des engagements dans les secteurs de croissance clés tels l'agriculture, les mines et les hydrocarbures puis, en minimisant leurs impacts sur le changement climatique.

Le document prévoit notamment la mise en œuvre de plans d'utilisation des sols favorisant la protection et la gestion durable des tourbières du Congo, en interdisant tout drainage et assèchement. Signalons que ces tourbières, découvertes en 2017 dans le bassin du Congo, revêtent une importance vitale dans la lutte contre le changement climatique.

C'est dans cette optique que le Congo vise de maintenir un

taux de déforestation historique bas tout en diversifiant son économie. Il veut atténuer les risques futurs liés à l'exploitation agroindustrielle. Dans cet accord conclu, il s'engage à ne pas convertir plus de vingt mille hectares par an et ce, uniquement en-dehors des zones à haut stock de carbone et à haute valeur de conservation. Couvrant 23, 9 millions d'hectares qui représentent 69,8% du territoire national, les forêts du Congo constituent une source inestimable de biodiversité et de stocks de carbone.

Rappelons que cet accord est conclu avec l'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale (Cafi), dont la France assure la présidence cette année. La Norvège, la France et l'Union

européenne apportent une contribution de quarante-cinq millions de dollars à l'accord. A cette somme s'ajoute une contribution de vingt millions de dollars de l'Agence française de développement, du département britannique du développement international et du ministère fédéral allemand de l'Environnement.

Cette lettre d'intention est la troisième signée entre le Cafi et un pays partenaire, après la République démocratique du Congo en 2016 et le Gabon en 2017.

Les forêts d'Afrique centrale couvrent près de deux cent quarante millions d'hectares et sont considérées comme le deuxième poumon du monde après l'Amazonie.

Lopelle Mboussa Gassia

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service),

LES DÉPÊCHES DU BASIN DU CONGO :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Administration des ventes : Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Mauouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengutu Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

CONSOMMATION

Huit associations locales des consommateurs se mettent en réseau

Les organisations de la société civile sont en conclave, du 5 au 6 septembre à Brazzaville, en vue d'échanger leurs expériences et tenter d'élaborer une feuille de route.

La nouvelle plate-forme n'a pas hésité de fixer ses prochains chantiers, à savoir la qualité de l'offre de services de l'Énergie électrique du Congo et de La Congolaise des eaux; les nouvelles taxes qui impactent le quotidien des consommateurs; la transparence des tarifs des services bancaires et des communications électriques ainsi que le respect des droits des patients.

D'après l'initiateur du réseau, qui n'est autre que le secrétaire exécutif de l'Observatoire congolais des droits des consommateurs, Mermans Babounga Ngondo, la plate-forme devra permettre aux acteurs impliqués de mutualiser leurs efforts sur les préoccupations « légitimes » des consommateurs.

Certains responsables sont ve-



Les participants

nus de l'intérieur du pays, notamment de Makoua, Ouessou, Dolisie et Pointe-Noire, pour rejoindre leurs camarades de Brazzaville.

« S'engager sur ces chantiers n'est pas un effet de mode, mais une exigence des temps modernes et des

principes de bonne gouvernance. Dès lors, il nous revient de faire preuve de responsabilité et de professionnalisme », a indiqué Mermans Babounga Ngondo.

En fait, le projet de réseautage avait été lancé en juillet 2018 et visait à renforcer les capa-

cités des organisations de la société civile congolaise et faciliter les échanges entre elles. De même, cet atelier de deux jours permettra de doter le réseau des associations d'un plan d'actions ; de sensibiliser les participants aux bonnes pratiques dans la gouvernance.

L'Institut européen de coopération de développement social et économique (IECD) est le premier partenaire du réseau des organisations des consommateurs. L'IECD est une ONG française présente en République du Congo depuis 2012 et milite en faveur de l'insertion socio-professionnelle des jeunes en milieu rural et urbain.

Le champ d'activités de la plate-forme pourrait s'étendre dans l'avenir, selon le responsable de l'IECD, Yves Ahner, qui projette de lancer un plaidoyer sur l'amélioration du climat des affaires.

« L'expérience et l'appui de la ligue congolaise des consommateurs pourront nous aider dans cette mission. Nous souhaitons donc atteindre cet objectif à travers la mise en réseau des associations de défense des droits des consommateurs, et la constitution de la ligue congolaise des consommateurs », a confié Yves Ahner.

Fiacre Kombo

VIE ASSOCIATIVE

Les femmes d'Okoyo s'unissent pour le développement de la contrée

L'Association femmes racines d'Okoyo a officiellement vu le jour, le 5 septembre, à Brazzaville, et se donne pour objectif d'accompagner la dynamique de la localité et du pays.

Sur le plan éducatif, elle possède trois centres préscolaires, dix-neuf écoles primaires, quatre collèges d'enseignement général et



Les membres du bureau de l'Association femmes racines d'Okoyo

Le district d'Okoyo regorge des ressources tant humaines que naturelles mais présente malheureusement quelques carences en termes d'accès à l'éducation, à la santé et bien d'autres secteurs sociaux de base.

« Cette association servira de levier permettant aux compétences qui jusque-là s'exercent de façon individuelle de se mettre ensemble pour apporter des solutions aux différents problèmes de développement », a expliqué Esther Ahissou Gama, présidente d'honneur de

cette association apolitique.

Pour sa part, l'ancienne ministre de la Promotion de la femme, Jeanne Françoise Leckomba Loumeto, a exhorté les femmes racines d'Okoyo à l'unité dans l'action, à être des modèles, notamment dans le travail de l'éducation et de la conscientisation.

En rappel, la localité d'Okoyo, située dans le département de la Cuvette ouest, est devenue district en 1963 avec plus de dix mille habitants, selon le recensement de 2007, avec une superficie d'environ 6500 km².

un collège d'enseignement technique. Dans le secteur sanitaire, Okoyo est doté d'un hôpital de base, quatre centres de santé intégrés et deux dispensaires.

L'Association femmes racines d'Okoyo va donc apporter sa pierre à l'édifice pour accompagner activement le processus du développement de ce district. Le fait que son bureau dispose d'un secrétariat des droits de la femme suppose que le combat sera aussi mené dans ce qui concerne le genre comme le nom de la structure le révèle.

Rominique Makaya

COOPÉRATION

La France a un nouvel attaché de défense au Congo

Le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, a présidé, le 5 septembre au siège de son département, la cérémonie officielle d'accréditation du colonel Rémy Cazenave-Lavie.

Né le 7 août 1968 à Blois, département du Loir-et-Cher, en France, le colonel Rémy Cazenave-Lavie est détenteur d'un brevet technique d'études militaires supérieures et d'un brevet d'études militaires supérieures. Il a occupé, entre autres, les fonctions de professeur et mentor au profit de l'école de guerre au Centre de la doctrine d'emploi des forces à Paris ; chef d'état-major du poste de commandement au pôle opérationnel de coopération des éléments français au Gabon ; commandant du Centre de simulation pour la formulation, l'entraînement et l'expérimentation au commandement pour les opérations interarmées, à Paris. Le nouvel attaché de défense français en République du Congo a aussi été dans des missions internationales, notamment en



Rémy Cazenave-Lavie (quatrième au premier rang de la droite vers la gauche)

Bosnie, au Sénégal et en Afghanistan.

« C'est à la fois un sentiment de fierté et d'humilité ; de fierté parce que c'est un poste qui m'engage et qui m'oblige vis-à-vis du Congo. Et d'humilité parce qu'il y a beaucoup de relations historiques avec la République du Congo ; et surtout c'est tout un enjeu pour moi que d'être à la hauteur des espérances placées en moi en m'ayant intronisé ce jour », a déclaré le colonel Rémy Cazenave-Lavie, à l'issue de la cérémonie, soulignant que les actions de coopération s'inscrivent dans la continuité. Le nouvel attaché de défense de la République française auprès de la République du Congo a pour résidence Brazzaville. Signalons que l'accord de coopération militaire entre la France et le Congo avait été signé le premier janvier 1974. Celui-ci est régulièrement actualisé par de nouvelles conventions.

Guillaume Ondzé

INTERVIEW

Anatole Collinet Makosso : « La formation initiale et la formation continue sont des leviers du développement »

La formation des formateurs s'est invitée au menu des discussions de la séance de travail entre le président Denis Sassou N'Guesso et son homologue français, Emmanuel Macron. Le ministre congolais de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation explique pourquoi et comment, de la volonté des deux chefs d'Etat, mettre en avant la formation, pour un accord de coopération.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Pourquoi mettre en avant la formation dans le cadre des relations bilatérales entre le Congo et la France ?

Anatole Collinet Makosso (A.C.M.) : Les deux chefs d'Etat ont saisi l'opportunité de leur rencontre bilatérale pour matérialiser leur coopération par des engagements forts en faveur de la jeunesse. A priori, on peut penser qu'outre les questions de politique intérieure et internationale, la rencontre portait sur l'environnement, les aires protégées de la forêt et la préservation de l'écosystème, notamment de la forêt de l'Afrique centrale. Sur ces sujets, Denis Sassou N'Guesso et Emmanuel Macron représentent, au vu de l'actualité, les deux personnalités au-devant de la scène. Au menu de leurs discussions, les deux chefs d'Etat ont ajouté sur la table, l'éducation, un point qui était déjà inscrit dans leurs agendas respectifs lors du sommet de la Francophonie à Erevan, en Arménie. A Paris, les ministres des Affaires étrangères des deux Etats ont matérialisé la feuille de route, déjà paraphée à Brazzaville par le ministre de l'Enseignement supérieur, Bruno Jean Richard Itoua, et l'ambassadeur de France au Congo, Bertrand Cochery, en avril 2019. Il s'agit, par cet accord de coopération, de répondre aux défis de l'amélioration du système éducatif au Congo où il est question de mettre le capital humain au centre des préoccupations, conformément au plan national de développement 2018-2022. Par ce biais, nous mettons la formation en adéquation avec les enjeux des défis de l'émergence.

L.D.B. : Pour atteindre cet objectif, l'accent a été mis sur la formation des formateurs. Quelle

place occupe ce dispositif ?



Anatole Collinet Makosso Crédit photo : Vanessa Nguema

A.C.M. : Une place constante et prioritaire dans la vision du président Denis Sassou N'Guesso et dans l'action du gouvernement. Souvenez-vous qu'il y a quelques semaines, nous nous sommes trouvés en accord avec la première dame et une bonne délégation des membres du gouvernement pour lancer officiellement les travaux du centre national de formation initiale et continue des enseignants. La formation initiale et la formation continue sont des leviers du développement et de l'amélioration du système éducatif auxquels le gouvernement attache une grande importance. La formation initiale des enseignants du secondaire relevant du ministère de l'Enseignement supérieur, il est envisagé, aux termes de cet accord de coopération, de faire évoluer l'Ecole normale supérieure (ENS) dans le cadre d'un partenariat avec les instituts nationaux supérieurs de professorat et d'éducation en France, pour que l'on arrive à concevoir un modèle nouveau de formation des formateurs. C'est, en effet, l'évolution et la modernisation de l'ENS et, éventuellement, des écoles normales d'ins-

tituteurs (ENI) qui permettront d'envisager une meilleure formation de nos enseignants pour régler définitivement le problème du déficit de la qualité de la formation initiale des enseignants épinglé dans différentes études réalisées dans notre pays.

L.D.B. : Est-ce dans ce même cadre qu'il faut inscrire le séminaire de formation des enseignants nouvellement affectés ?

A.C.M. : En effet ! Il s'agit là de la formation continue que nous entendons rendre obligatoire pour tous les enseignants, pendant les vacances, et même, certainement, pendant la période scolaire lorsque sera opérationnel le centre de formation initiale et continue des enseignants. Pour le moment, l'accent a été mis sur tous les enseignants du secondaire nouvellement affectés alors que pour la plupart, ils sont sortis de l'ENS depuis des années sans être utilisés et pourraient avoir perdu les réflexes de la pratique pédagogique et même la maîtrise des contenus notionnels à enseigner aux élèves.

L.D.B. : Quelle est la prochaine étape après la signature de cet accord ?

A.C.M. : C'est la concrétisation de la mise en œuvre ; dans cet accord, à part le volet formation des formateurs, qui va concourir à la professionnalisation du métier d'enseignants, sont envisagées aus-

si d'autres étapes de modernisation de l'enseignement supérieur. Nous regarderons avec nos amis de l'enseignement supérieur quels pourront être les axes de travail à retenir prioritairement et je sais que mon collègue, le ministre Bruno Jean Richard Itoua, a déjà une panoplie de réformes dans ce cadre dont certaines sont déjà amorcées. Mais pour le moment, les deux chefs d'Etat ont mis l'accent sur cet aspect et sur celui qui concerne la mise en place des classes préparatoires en République du Congo.

L.D.B. : Pourquoi la mise en place de classes préparatoires ?

A.C.M. : Le président de la République avait engagé le pays dans une vraie volonté de formation élitiste en même temps que l'on garantit une éducation de qualité à tous. Depuis 2011, existent, d'ailleurs, ce que nous appelons les lycées d'excellence. Un se trouve à Mbounda, et l'autre à Oyo. Outre ces lycées d'excellence, nous avons des lycées interdépartementaux.

L.D.B. : Quelle est leur vocation ?

A.C.M. : La vocation de ces lycées est de former les meilleurs élèves de la République. L'Etat met des moyens, dans la prise en charge de ces enfants ainsi que des conditions idoines de formation depuis la classe de 6e jusqu'en terminale de sorte que l'on y retrouve un peu l'élite qui pourra être chargée de diriger le pays demain, sur tous les espaces. Pour la création des lycées d'excellence, les décrets avaient prévu qu'ils seraient constitués d'un cycle secondaire premier degré : le collège, d'un cycle secondaire second degré : le lycée, et un cycle de classes préparatoires, là où seraient reçus nos élèves après le baccalauréat, pour leur faciliter l'accès aux grandes écoles.

L.D.B. : Qu'en est-il aujourd'hui ?

A.C.M. : Malheureusement, depuis 2018, alors que nous avons sorti la

première promotion de bacheliers, les classes préparatoires n'ont toujours pas été mises en place. Parmi ces bacheliers, nous avons réussi à en envoyer quelques-uns à l'étranger, mais d'autres, au nombre de dix-huit, sont encore en attente à la maison.

L.D.B. : Quelles sont les perspectives ?

A.C.M. : La volonté du gouvernement consiste à ne pas les mettre seulement à l'université de Brazzaville. On misait sur l'université de Kintélé qui, malheureusement, a pris du retard. Il est donc très urgent d'ouvrir les classes préparatoires sans plus tarder. Aux dix-huit qui n'ont pas pu être envoyés à l'étranger l'année dernière s'ajoutent les quarante-neuf bacheliers de cette année, sans compter ceux des autres lycées interdépartementaux et scientifiques qui ont eu des mentions à très forte moyenne d'admission au baccalauréat et qui méritent également d'être accompagnés.

L.D.B. : Comment allez-vous procéder pour la mise en place de ces classes préparatoires ?

A.C.M. : En principe, on devrait procéder rapidement à l'installation de ces classes préparatoires. Mon collègue de l'Enseignement supérieur et moi-même y travaillons depuis presque une année. A titre transitoire, nous avons envisagé de les mettre au lycée de la Révolution. Plusieurs grandes écoles françaises ont déjà soumis leur offre de coopération.

L.D.B. : Quelle sera la prochaine étape ?

A.C.M. : Elle consistera à voir avec le ministre de l'Enseignement supérieur comment on va rendre effectives ces classes préparatoires, pour que la mise en œuvre du décret qui crée les lycées d'excellence soit parfaite dès cette année scolaire et universitaire.

Propos recueillis par Marie Alfred Ngoma et Noël Ndong

NIGER

Le président en visite officielle au Nigeria

Mahamadou Issoufou séjourne depuis mercredi après-midi à Abuja, dans le cadre d'une visite d'amitié et de travail.

Le chef de l'Etat est accompagné, dans ce déplacement, notamment de Kalla Ankou-raou, ministre des Affaires étrangères et de la coopération, a ajouté la source, qui ne donne pas davantage de précisions sur le programme du séjour présidentiel. Le Niger partage avec le Ni-

geria une frontière commune de près de 1 500 km, avec de part et d'autre des personnes parlant les mêmes langues, le haoussa, le kanouri et le peul, notamment. Ils entretiennent des relations d'amitié et de coopération au sein d'une Commission mixte de coopération vieille de plus de quarante ans. En outre, les armées des deux pays sont engagées au sein d'une coalition avec

d'autres forces, notamment tchadiennes et camerounaises, dans la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram, dans la zone environnant le lac Tchad et les pays riverains. Mahamadou Issoufou avait pris part auparavant, toujours mercredi, au 9e Forum Agra (Révolution verte africaine) sur l'agriculture à Accra, au Ghana.

Xinhua



Mahamadou Issoufou/DR

PRÉSERVATION DE LA PAIX EN GUINÉE

Le chef de l'Etat encourage le dialogue politique et social

Dans un discours à la nation prononcé le 4 septembre à la télévision nationale, Alpha Condé a invité les acteurs politiques et sociaux à privilégier le dialogue dans le pays, afin de préserver un climat de paix et de quiétude sociale.



Alpha Condé/DR

Le président de la République a renouvelé, pour ce faire, sa totale confiance à son Premier ministre, Ibrahima Kassory Fofana, en charge du dialogue politique et social, pour conduire de larges consultations avec toutes les composantes de la société guinéenne.

«Je reste confiant dans ce dialogue inclusif dont les délibérations pourront nous

éclairer dans nos choix, répondre à toutes les interrogations, renforcer la confiance entre les acteurs et permettre sans doute à

notre pays de poursuivre son chemin sur la voie de la démocratie et du progrès», a indiqué le président Condé. Parlant de l'avancée écono-

mique et de l'évolution politique de la Guinée ces dernières années, le chef de l'Etat a rappelé que son «pays vient de loin avec un héritage lourd».

Toutefois, a-t-il dit, grâce aux efforts communs, à la détermination et à la patience du peuple de Guinée, beaucoup de défis ont été relevés, notamment la stabilité économique, la réforme des forces de défense et de sécurité, de la justice, la lutte contre Ebola et l'amélioration du système de santé, le développement des secteurs des mines, de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie et une série de réformes structurelles et institutionnelles.

Dans un ton plutôt rassurant, le président guinéen a indiqué que le pays avance et qu'il est sur la bonne voie, comme l'attestent ailleurs tous les observateurs dont le Fonds monétaire international, la Banque mondiale en passant par la Banque africaine de développement, la Banque islamique de développement et l'Agence française de développement. Sur les grandes questions en débats, notamment en ce qui concerne l'adoption ou non d'une nouvelle Constitution, le chef de l'Etat a insisté sur le fait que «personne n'a le pouvoir ou le droit de se substituer au peuple et ne dispose de toute l'autorité pour parler, agir, décider en son nom et à sa place».

HARCÈLEMENT EN LIGNE

La cyberintimidation devient un frein pour les études

Un jeune sur trois dans trente pays a déclaré avoir été victime d'intimidation en ligne, et un sur cinq a déclaré avoir manqué l'école à cause de la cyberintimidation et de la violence, selon un nouveau sondage publié mercredi par l'Unicef et la représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies sur la violence contre les enfants.

«Les salles de classe connectées signifient que l'école ne se termine plus une fois qu'un élève quitte la classe et, malheureusement, les brimades dans la cour d'école non plus», a regretté la directrice exécutive de l'Unicef, Henrietta Fore.

«Améliorer l'expérience éducative des jeunes signifie tenir compte de l'environnement qu'ils rencontrent en ligne et hors ligne», a-t-elle poursuivi.

Près des trois quarts des jeunes ont déclaré que les réseaux sociaux, y compris Facebook, Instagram, Snapchat et Twitter, sont l'endroit le plus courant pour le harcèlement en ligne.

Les jeunes ont participé au sondage de façon anonyme par le biais de l'outil «U-Report». Ils ont répondu à une série de questions par SMS et messagerie

instantanée, portant sur leurs expériences d'intimidation et de violence en ligne, sur les endroits où elles se produisent le plus souvent et sur les personnes qui ont la responsabilité, selon eux, d'y mettre fin.

Quelque 32% des personnes interrogées estiment que les gouvernements devraient être responsables de l'élimination de la cyberintimidation, 31% les jeunes et 29% les entreprises de l'internet.

«L'un des messages clés que nous pouvons voir clairement dans leurs opinions est la nécessité d'impliquer les enfants et les jeunes et de créer des partenariats. Lorsqu'on leur a demandé qui devrait être responsable de mettre fin à la cyberintimidation, les opinions étaient également partagées entre les gouvernements, les

fournisseurs de services Internet (secteur privé) et les jeunes eux-mêmes», a déclaré Najat Maalla Mjid, représentante spéciale sur la violence contre les enfants. «Nous sommes dans le même bateau et nous devons partager la responsabilité en partenariat», a-t-elle conseillé.

Plus de 170 000 «Rapporteurs U», âgés de 13 à 24 ans, ont participé au sondage.

Pour mettre fin aux brimades et à la violence en ligne dans et autour des écoles, l'Unicef et ses partenaires appellent tous les secteurs à agir d'urgence dans les domaines suivants : la mise en œuvre de politiques visant à protéger les enfants et les jeunes de la cyberintimidation et des brimades; la mise en place et équipement de lignes d'assistance téléphonique nationales pour aider les enfants et les jeunes ainsi que l'avancement des normes et des pratiques éthiques des fournisseurs de réseaux sociaux, particulièrement en ce qui a trait à la collecte, à l'information et à la gestion des données, etc.

LIBYE

L'ONU déterminée à poursuivre son travail

Malgré la poursuite de la violence, l'envoyé des Nations unies dans le pays a réaffirmé, mercredi, la détermination de l'organisation à aller de l'avant.

«Plus la situation sur le terrain s'aggrave, plus notre présence, nos efforts de médiation et la fourniture de services humanitaires, sont nécessaires», a déclaré le représentant spécial du secrétaire général en Libye, Ghassan Salamé, lors d'une intervention devant les membres du Conseil de sécurité par visioconférence. Pour lui, il n'y a aucun doute : «les Nations Unies resteront en Libye».

Le 10 août dernier, trois membres du personnel onusien ont été tués à Benghazi dans un attentat. Cinq mois après le début de l'offensive du général Haftar sur la capitale Tripoli, plus de cent civils ont été tués et plus de trois cents autres ont été blessés, a indiqué l'envoyé de l'ONU. «Une nouvelle génération de jeunes hommes libyens répand son sang sur le champ de bataille quand leurs compétences pourraient mieux être utilisées pour reconstruire leur pays», a-t-il déploré.

Ghassan Salamé a demandé au Conseil de sécurité de condamner les bombardements aveugles contre les civils, rappelant que les combats continuent également dans le sud de la Libye et que les enlèvements et les disparitions forcées se pour-

suivent dans tout le pays.

Le 29 juillet, il avait appelé à une trêve entre toutes les parties libyennes. «Il y a eu une réponse explicite et positive du gouvernement d'accord national ainsi qu'une réponse positive, bien que unilatérale et sous conditions, du général Haftar», a expliqué l'envoyé de l'ONU.

À la suite de la trêve, une importante réduction de la violence a été constatée sur les principaux fronts dans le sud de Tripoli et ailleurs. Malgré des violations, la trêve a tenu, dans son ensemble, pendant le temps des festivités de l'Aïd.

La Mission d'appui des Nations Unies en Libye, que dirige Ghassan Salamé, s'efforce de capitaliser sur cette trêve pour mettre en place un cessez-le-feu plus important et prolongé. Le représentant spécial a encouragé le Conseil de sécurité à envisager d'ajouter au mandat de la mission de l'ONU une provision permettant un soutien à tout cessez-le-feu conclu entre les parties, «quel que soit sa forme».

L'envoyé de l'ONU a appelé le Conseil de sécurité et la communauté internationale à aider à mettre fin au conflit en Libye. «Les Libyens méritent mieux», a déclaré Ghassan Salamé devant le Conseil de sécurité, soulignant qu'une solution militaire au conflit est «tout simplement une chimère».

Xinhua

CÔTE D'IVOIRE

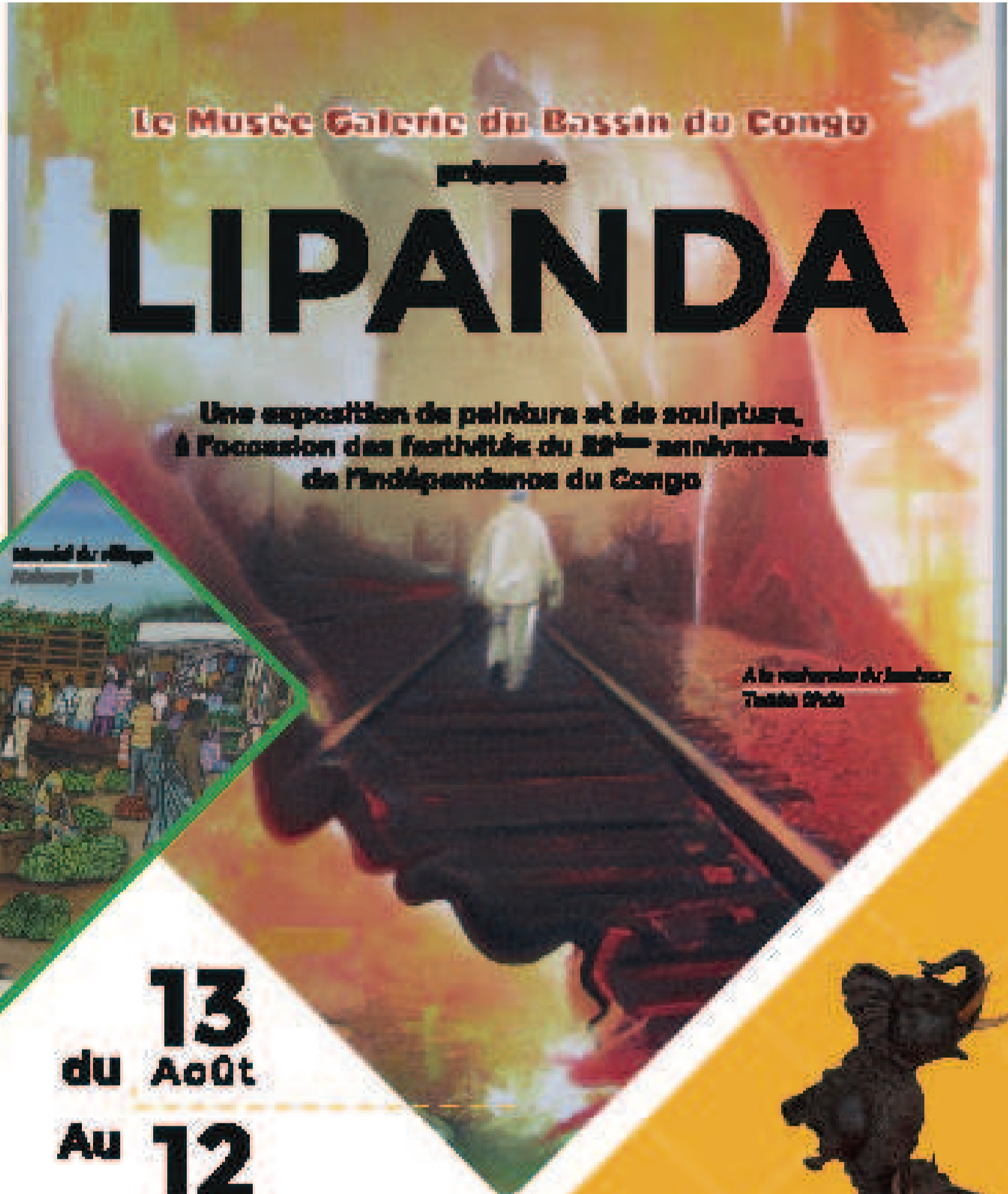
Le gouvernement fait sa rentrée

Après trois semaines de vacances, le l'exécutif ivoirien reprend du service avec une nouvelle équipe plus élargie, à un an de l'élection présidentielle, a-t-on appris, le 4 septembre, de source officielle à Abidjan.

Selon une déclaration lue par le secrétaire général de la présidence, Patrick Achi, le chef de l'Etat, Alassane Ouattara, a procédé, sur proposition du Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, à la signature mercredi de décrets portant nomination de membres du gouvernement. Le nouveau gouvernement compte cinquante membres, le Premier ministre inclus, contre quarante-deux précédemment.

Il est marqué par l'entrée de huit nouvelles personnalités et le retour aux affaires de trois anciens ministres.

Seul un ministre, Mamadou Sangafowa Coulibaly, quitte le maroquin de l'Agriculture et du développement rural. Il est remplacé par Kobenan Kouassi Adjoumani, précédemment aux Ressources animales et halieutiques, dont le portefeuille est récupéré par Moussa Dosso.



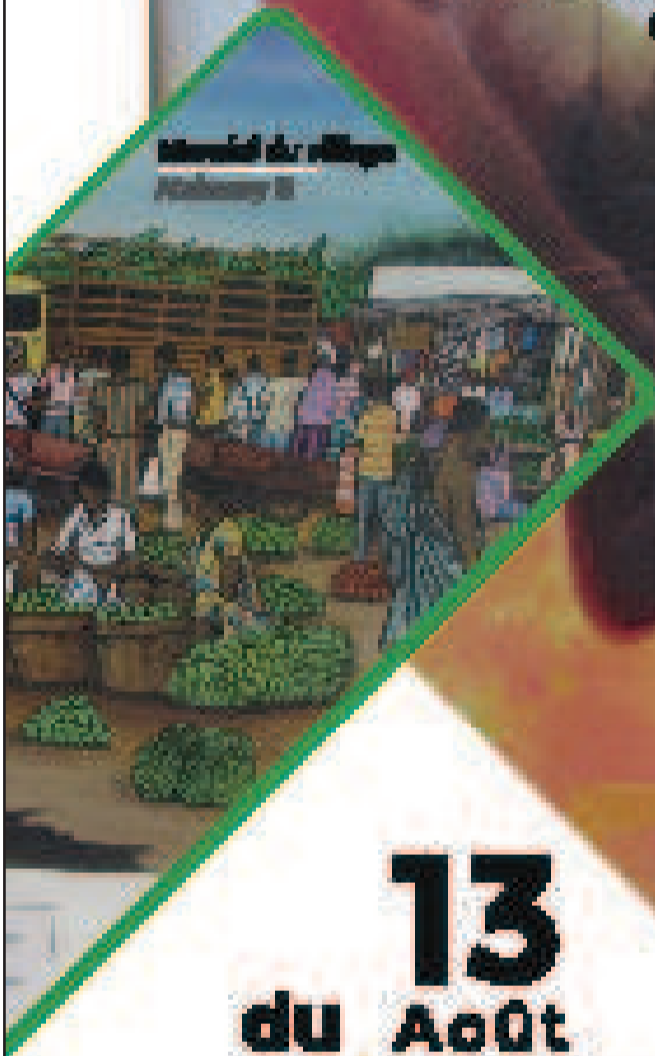
Le Musée Galerie du Bassin du Congo

présente

LIPANDA

Une exposition de peinture et de sculpture,
à l'occasion des festivités du 50^{ème} anniversaire
de l'indépendance du Congo

Mercat du village
Achéary II



A la recherche du jambon
Tchaka Opa

du 13
Août
Au 12
Octobre 2019

Les géants de la forêt
Zhou Mouzi



Musée
du Bassin du Congo

+242 06 666 70 65
+242 04 411 64 11

104, boulevard Darle-Scorre-1902
Brazzaville - République du Congo

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE



AMAZONIE

Le sommet de Bogota va lancer un appel mondial pour la protection de l'écosystème régional

La rencontre d'urgence, qui se tient le 6 septembre dans la capitale colombienne, est une occasion propice pour six pays sud-américains d'exhorter la communauté internationale à bien conserver et protéger l'écosystème primordial de la région, dévasté par des incendies et la déforestation, a-t-on appris.

S'exprimant lors d'une conférence de presse, à l'avant-veille du sommet prévu à Leticia, chef-lieu du département d'Amazonas (sud), le ministre colombien des Affaires étrangères, Carlos Holmes Trujillo, a assuré qu'il aura « un grand appel mondial pour progresser au niveau régional dans la conservation, le développement technologique et la coordination des actions pour la préservation de l'Amazonie ».

Le chef de la diplomatie colombienne a ajouté que de cette réunion sera issu « le Pacte de Leticia pour l'Amazonie », qui inclura des « actions concrètes » et une liste d'actions pour les pays amazoniens, d'Amérique latine et de la communauté internationale pour protéger la plus importante forêt tropicale du monde, essentielle à l'équilibre climatique.

Pour le ministre colombien des Affaires étrangères, l'un des objectifs du sommet est d'« unifier les vi-

sions » des pays amazoniens quant à la manière de protéger cette région. « En conséquences de ce sommet, on va dynamiser l'action non seulement nationale, mais aussi régionale et globale pour défendre l'Amazonie », a-t-il poursuivi.

Selon les organisateurs, outre les présidents colombien, Ivan Duque, et péruvien, Martin Vizcarra, qui ont convoqué ce sommet, sont attendus à Leticia leurs homologues de l'Equateur, Lenin Moreno; de la Bolivie, Evo Morales; le vice-président du Surinam, Ashwin Adhin; ainsi que le ministre des Affaires étrangères brésilien, Ernesto Araújo, représentant le chef de l'Etat Jair Bolsonaro.

Une source proche de la présidence du Brésil a indiqué que l'actuel président ne peut voyager pour raisons médicales et qu'il participerait à la réunion par vidéo-conférence. Climatocéptique, Jair Bolsonaro, le président d'extrême droite, sou-

tient l'exploitation minière dans des réserves indigènes et des zones protégées. Il a été sévèrement critiqué au niveau international pour la gestion des incendies par son gouvernement, qui a suscité une crise environnementale et diplomatique. Lors du sommet du G7 à Biarritz, dans le sud-ouest de la France, tenu du 24 au 26 août, les sept pays les plus industrialisés (Etats-Unis, Japon, Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie et Canada) avaient promis de débloquent d'urgence vingt millions de dollars pour envoyer des avions bombardiers d'eau supplémentaires. Le G7 était tombé d'accord pour un plan d'aide « d'au moins trente millions » de dollars, destiné à la reforestation, au niveau de l'ONU, qui doit être finalisé au cours de l'Assemblée générale des Nations unies en fin septembre.

Si la majeure partie (60%) de la forêt amazonienne se trouve au Brésil, il faut signaler que le reste se répartit entre la Colombie, la Bolivie, l'Equateur, le Guyana, le Pérou, le Surinam, le Venezuela et la Guyane française.

Nestor N'Gampoula

FRANCE-RCA

Faustin-Archange Touadera en visite officielle à Paris

De son retour de Tokyo où il a pris part à la septième édition Japon/Afrique, le chef de l'État centrafricain a été officiellement reçu, hier, à l'Élysée, par son homologue français, Emmanuel Macron.

Les deux chefs d'État ont discuté des enjeux des élections présidentielle et législatives de 2020, ainsi que de la présence russe en Centrafrique. Cette rencontre a été nécessaire afin que Faustin-Archange Touadera puisse s'expliquer et lever toutes les équivoques qui nuisent aux relations entre Paris et Bangui, depuis la reprise des rapports avec la Fédération de Russie.

A New York, en marge de la 73^e Assemblée générale de l'ONU, Emmanuel Macron avait loué les progrès faits en Centrafrique, qu'il avait jugés « excellents ». A ce titre, le président français avait conféré à son homologue centrafricain le titre de « l'homme de la situation ».

Le président français avait personnellement mis en contact le président Touadera avec la Russie, après avoir jugé périlleuse la situation chaotique en Centrafrique et trouvé capitale une nouvelle alliance entre la Centrafrique avec la Russie, pour lutter contre les groupes armés « soutenus par daesh et l'État islamique, qui pillent les richesses et martyrisent la population civile ».

A la fin de leur échange, Emmanuel Macron avait interpellé son ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, pour lui demander de poursuivre avec les autorités centrafricaines les oeuvres de reconstruction dans ce pays en période post-conflit.

Noël Ndong

DU MERCREDI 04 AU LUNDI 23 SEPTEMBRE

LES ATELIERS SAHM Pour l'art contemporain

RÉINVENTER LE MONDE ...À L'AUBE DES TRAVERSÉES



« PARS-COURS »

LE VENDREDI 06 SEPTEMBRE
19H00 // SALLE SAVORGNAN
18H00 Ouverture des portes

Comme une vie, tout débute en solo, sans forme et parfois sans sens, et de l'en aiguille tout prend forme. Le spectacle « PARS-COURS » présente une sphère de parcours de jeunes artistes pluridisciplinaires, ayant pour ambition l'art, mais qui rencontrent les difficultés dans leur vie respective. Pour s'en sortir ils se mettent en synergie malgré le doute et le désespoir. Sachant que la vie n'est pas toujours rose, ces jeunes gravissent toutes les marches du possible et de l'impossible pour aboutir à une fin victorieuse. Des musiques originales ont jouées en live par trois musiciens, ponctuées de quelques déclarations de textes de slam.

ENTRÉE : 2 000 F

www.institutfrancais-congo.com

ARC-EN-CIEL

LE SAMEDI 14 SEPTEMBRE
19H00 // SALLE SAVORGNAN
18H00 Ouverture des portes

Comme ce phénomène météorologique et optique très aguichant, rendant visible le spectre continu de la lumière du soleil sous un crachin, ce spectacle atypique est un voyage dans un élan d'échange culturel, de partage d'expériences à travers plusieurs médiums artistiques : la percussion, la peinture, le slam, le mannequinat, la photographie, le conte, le chant, la vidéo, la gastronomie, pour une jeunesse indivisible, responsable et amoureuse de l'universalité.

Avec :

Musée d'arts, Kiz na Brazza, Armée street, Ice Trip, SAC, Oualas crew Zely Boude, Diouf Samba, CPAS, les Peintres des ATELIERS SAHM, ce spectacle compte plus de 70 artistes sur scène.

Programme Septembre 2019 // 13

INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO

RIAC #8

RENCONTRE INTERNATIONALE BRÉSIL-CONGO

PROGRAMME DE LA SEMAINE DU 02 AU 08 JUIN 2019

LUNDI 02 SEPTEMBRE

18h00 : Hommage à Dj Arafat

MARDI 03 SEPTEMBRE

18h00 : Semaine du cinéma brésilien - L'INTRUS de Beto Brant

MERCREDI 04 SEPTEMBRE

16h00 : Semaine du cinéma brésilien - VIE DE JEUNE d'Helena Solberg
18h00 : Exposition RIAC : Vernissage
19h00 : Mercredi à la cafétéria : Dimitrios

JEUDI 05 SEPTEMBRE

18h00 : Semaine du cinéma brésilien - NARRATEURS DE JAVE d'Eliane Caffé

VENREDI 06 SEPTEMBRE

18h00 : Semaine du cinéma brésilien - LA MACHINE de Joao Falcao
19h00 : Théâtre RIAC : Pars-Cours

SAMEDI 07 SEPTEMBRE

10h00 : Les rendez-vous de la médiathèque (L'heure du conte, rencontres de scrabble)
18h00 : Semaine du cinéma brésilien - LE JOUR DE LA CHASSE d'Alberto Graça et Leopold Serran
19h00 : Musique : Concert Kongo Salsa

DIMANCHE 08 SEPTEMBRE

17h30 : Dimanche à la cafétéria : Les Bantous de la Capitale et leurs invités rendent hommage à Fernand Mabala

Pour plus d'infos, veuillez consulter notre agenda du mois sur www.institutfrancais-congo.com

COMMERCE

Les négociations entre les Etats-Unis et la Chine reprendront en octobre

Les autorités chinoises ont annoncé être convenues avec les Américains de maintenir le dialogue, avec des discussions prévues en début du mois prochain à Washington, au moment où la guerre commerciale commence à affecter durement leur économie.

L'annonce de la reprise prochaine des négociations commerciales intervient à l'issue de la rencontre, le 5 septembre à Pékin, entre le principal négociateur chinois, Liu He, et le représentant américain pour le Commerce, Robert Lighthizer, ainsi que le secrétaire au Trésor, Steve Mnuchin, selon un communiqué. « Les deux parties sont convenues de tenir le treizième cycle de consultations économiques et commerciales de haut niveau entre la Chine et les Etats-Unis à Washington début octobre et de maintenir une communication étroite », a précisé la source. En juillet dernier, lors de leur dernière session de négociations à Shanghai, les deux pays avaient convenu de se revoir en septembre aux Etats-Unis, sans toutefois annoncer de date, mais cela n'a pu être concrétisé. La Chine et les Etats-Unis sont engagés depuis plus d'un an dans un bras de fer commercial qui s'est traduit par l'imposition réciproque de droits de douane

punitifs sur plus de 360 milliards de dollars d'échanges annuels. Loin de trouver un terrain d'entente, de nouvelles surtaxes frappant des milliards de dollars de produits chinois sont entrées en vigueur le 1er septembre aux Etats-Unis. Washington appliquera désormais d'ici à mi-décembre des droits de douane punitifs sur la quasi-totalité du commerce chinois. Non satisfaite de cette démarche, la Chine a répliqué en augmentant les droits de douane sur 75 milliards de dollars de biens américains. Pékin a, par ailleurs, annoncé cette semaine qu'il avait déposé une plainte à l'Organisation mondiale du commerce en réaction à l'entrée en vigueur des nouveaux droits de douane américains. Alors que les négociations vont se poursuivre, le président américain, Donald Trump, vient de menacer Pékin d'une guerre commerciale encore plus dure s'il était réélu. Il a même prédit une hémorragie d'emplois et

d'entreprises en Chine, tout en faisant fi des industriels américains qui souffrent de sa politique protectionniste. Plusieurs analystes du conflit commercial entre Pékin et Washington, débuté l'an dernier, avancent que cette guerre menace déjà la croissance des deux premières économies mondiales. « L'escalade progressive mais continue du différend commercial entre la Chine et les Etats-Unis nuit déjà à l'activité économique » dans ces deux pays et le reste du monde, souligne George Zhu, de l'agence de notation financière Moody's. La guerre commerciale a déjà conduit certains instituts à revoir à la baisse, ces derniers jours, les prévisions de croissance de la Chine pour l'an prochain à moins de 6% - contre 6,6% en 2018 -, ce qui serait son rythme le plus lent en près de trente ans. Quant à l'activité manufacturière de la Chine, elle a encore ralenti en août pour le quatrième mois consécutif, selon un indice officiel, dans un contexte de faible demande intérieure.

Nestor N'Gampoula

PROGRAMME DES OBSÈQUES DU NOTABLE D'OBANGA « MWENE OTANDE »

M. Rufin William Kondi « Lebo » et famille informent les parents, amis et connaissances du décès du notable d'Obanga « MWENE OTANDE » survenu le 24 août 2019, à Obanga, district d'Owando. Les obsèques auront lieu le 7 septembre 2019 au village Obanga, selon le programme ci-après:



Samedi 7 septembre 2019 :
-9h00: levée de corps à la morgue de l'hôpital 31 juillet d'Owando ;
-11h00: recueillement et enterrement au village Obanga.

NECROLOGIE

Joseph Massouka (Ya Dé) et la famille Massouka ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur frère et neveu, Joseph Mikanou Massouka, le 28 août 2019 à Cap Town, en Afrique du Sud. La veillée mortuaire se tient au n°889, rue Moundongo, à Makélékélé (Matour, arr. sénégalais). Le programme des obsèques se présente comme suit :

- Lundi 9 septembre 2019 : arrivée de la dépouille à Brazzaville ;
- L'inhumation aura lieu, le mercredi 11 septembre, au cimetière privé de Samba Alphonse.



IN MEMORIAM

30 mai 2019 - 2 septembre 2019, voilà 95 jours qu'il a plus au Seigneur de rappeler à lui notre fils, oncle, ami et frère, Guy Robert Tchicayat. L'arrachant à notre affection, en ce 2 septembre 2019, ses frères et sœurs, neveux et nièces remercient les parents, amis et connaissances qui les ont entourés de leur assistance multiforme, tout au long de cette dure épreuve. Ils demandent à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse pour sa mémoire. Implorons la miséricorde divine pour le repos de son âme. Jamais nos larmes ne tariront.



AFRIKAN CAMPUS

We will make you love learn and apply

BRAZZAVILLE LE
9 SEPT 2019

SÉMINAIRE SUR L'INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE

LES LEVIERS STRATÉGIQUES POUR
UNE SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE

SÉMINAIRE SUR
L'INTELLIGENCE
ÉCONOMIQUE

À 9H : 50 000 FCFA

FORMATION EN
L'INTELLIGENCE
ÉCONOMIQUE

À 14H : 50 000 FCFA

AFRIKAN CAMPUS: TOURS JUMELLES VILLARECCI, AVENUE
AMILCAR CABRAL, FACE HÔTEL RADISSON, BRAZZAVILLE

RÉSERVATION :

info@afrikancampus.com

+242 05 536 6979 / +242 06 844 5867 / +242 06 56 74 467



www.afrikancampus.paris

designbyevie.com



airtel

LE RESEAU DES SMARTPHONES

HAPPYFRIDAY

KABA LISOLO

Aujourd'hui, c'est **100% Bonus**
sur tous les forfaits **Masolo 7** et
30 jours.

Compose ***121*1*1#**

PUBLICIS AG Partners



DIPLOMATIE

Félix Tshisekedi attendu à Bruxelles

Le président de la République démocratique du Congo (RDC) sera en visite officielle sous peu dans la capitale de la Belgique, siège des institutions européennes, qui vit une double transition institutionnelle assez inédite. Le nouveau gouvernement fédéral belge fait encore l'objet d'intenses négociations post-électorales, tandis que la Commission européenne est également en pleine transition.

Le chef de l'Etat congolais sera à Bruxelles à partir du 17 septembre, selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères belge rendu public le 2 septembre. « *Après un accueil officiel par le Premier ministre et une réunion gouvernementale au Palais d'Egmont, le président Tshisekedi sera reçu par Sa Majesté le roi au Palais royal. Le président rencontrera ensuite des représentants des entreprises belges. Il poursuivra sa visite en Belgique par des réunions de travail avec des acteurs institutionnels et économiques* », indique la source.

Dans ce communiqué, le ministère des Affaires étrangères de Belgique se réjouit du fait que cette visite officielle du président congolais confirme la redynamisation de la relation de grande proximité qui existe les deux pays et offre également l'opportunité d'élargir et d'intensifier la coopération bilatérale. « *Les échanges sur les attentes et projets des autorités congolaises permettront aux deux pays d'identifier les domaines où la Belgique pourrait soutenir les efforts de réformes et de changements annoncés par les autorités congolaises, au bénéfice de la population* », explique-t-on.

« Période mal choisie »

Néanmoins, si pour sa première visite officielle en Europe Félix Tshisekedi envoie

un signal fort et à haute valeur symbolique en optant pour Bruxelles, la capitale de la Belgique et de l'Union européenne, cependant, ce séjour diplomatique, qui intervient au beau milieu d'un double remaniement institutionnel, en étonne plus d'un autour du Berlaymont, le siège de la Commission européenne.

Les habitués des couloirs décisionnels haussent le sourcil et s'interrogent sur la pertinence d'une « période particulièrement mal choisie », à un moment où Bruxelles vit une double transition institutionnelle assez inédite. « *Pourquoi planifier la visite d'un chef d'Etat africain quand les institutions à la fois belges et européennes sont en plein remaniement et que les nouveaux décideurs vont bientôt entrer en fonction?* », s'est interrogé un expert des relations internationales, contacté par le Courrier de Kinshasa.

A cet effet, ce dernier rappelle que depuis le 26 mai, date des élections européennes et fédérales belges, « Bruxelles est en ébullition ». Au niveau belge, le gouvernement fédéral fait encore l'objet d'intenses négociations post-électorales et ne devrait pas voir le jour avant fin octobre. Au niveau européen, la Commission européenne présidée par Jean-Claude Juncker, dont le mandat se clôture le 31 octobre, est entrée dans une phase délicate de clôture de



Félix Tshisekedi et Didier Reynders, ministre belge des Affaires étrangères

dossiers épineux.

« *L'heure n'est plus aux décisions majeures mais aux difficiles négociations et aux changements institutionnels, sans compter le Brexit* », rappelle l'expert, précisant que la nouvelle présidente de la Commission européenne prépare encore son équipe, qui n'est pas encore désignée, et le futur haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité n'a évidemment pas encore pris ses fonctions. « *Rencontrer les nouveaux députés européens ne semble pas être une option non plus, puisque le parlement européen sera en session plénière à Strasbourg, en France, du 16 au 19 septembre. Pour couronner cet imbroglio institutionnel, Charles Michel, le Premier ministre belge, a été élu président du Conseil européen et prendra ses fonctions à partir du 1er décembre 2019* », analyse le spécialiste.

Aucune visite à Bruxelles d'un chef d'Etat non européen avant novembre

Au regard de ce qui précède,

il est clair que le climat politique à Bruxelles va encore évoluer et que les décideurs que devrait rencontrer Félix Tshisekedi à la faveur de cette visite sont pratiquement tous appelés à changer de fonction dans moins de deux mois.

C'est notamment pour les raisons évoquées ci-haut qu'aucun chef d'Etat non-européen n'a prévu de visite dans la capitale européenne avant novembre. C'est, en revanche, une période propice aux visites des conseillers, voire des ministres des Affaires étrangères, comme en atteste la visite du secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, qui a eu lieu du 2 au 3 septembre.

Dans ce contexte, l'arrivée du nouveau président de la RDC est perçue par certains comme un signe d'impréparation, voire d'empressement (ou les deux), qui n'est pas passé inaperçu auprès de nombreux observateurs et spécialistes en affaires publiques européennes.

« *C'est le genre de faux-pas qui dénote un manque*

de maîtrise des rouages bruxellois et peut entraîner un déficit d'influence », fait savoir une spécialiste de la communication réputée sur la place de Bruxelles.

« *On peut certainement arguer du fait que la cible visée privilégie les institutions financières, les chambres de commerce ou les organisations de la diaspora. La question demeure cependant entière: pourquoi choisir une capitale aussi importante que Bruxelles si les principaux décideurs sont appelés à changer le mois prochain?* », s'interroge la spécialiste.

Par ailleurs, la visite de Félix-Antoine Tshisekedi à Bruxelles va se dérouler au moment où la RDC ne dispose toujours pas d'un ambassadeur en Belgique et auprès de l'Union européenne. En outre, son consulat à Anvers demeure toujours fermé, à la suite de la dernière brouille diplomatique entre les deux pays, dont les relations ont toujours évolué en dents de scie, tout au long de leur histoire commune.

Patrick Ndungidi

GOUVERNEMENT

Le Premier ministre attend l'élaboration d'une politique sportive précise

Le développement des sports dans l'ensemble a été mentionné dans le discours programme de Sylvestre Ilunga Ilunkamba, le 3 septembre, à l'Assemblée nationale à Kinshasa, où son équipe gouvernementale devrait être investie par les députés nationaux.

Le chef du gouvernement a présenté les objectifs (à court, moyen et long termes) de son équipe en matière des sports. Pour lui, le sport doit être un secteur presti-

gieux de la vie nationale. Le nouveau ministre de tutelle, Amos Mbayo, est donc appelé à œuvrer contre le déficit patent d'infrastructures sportives.

Promettant un appui sûr de l'exécutif national au secteur des sports, Ilunga Ilunkamba a demandé à son ministre des Sports d'élaborer une politique sportive sur la base d'une planification précise. Le chef du gouvernement a aussi évoqué la capitalisation du secteur afin de générer des richesses pour le pays, comme cela se fait dans d'autres pays où les

sports produisent des recettes.

Le Premier ministre a, en outre, parlé de la promotion des sports en milieux scolaires, la poursuite de la construction des stades municipaux à Kinshasa et dans les provinces, la construction des centres de formation sportive et la prise en charge des athlètes engagés dans différentes compétitions internationales. Pour Sylvestre Ilunga Ilunkamba, les sports doivent être le symbole d'une nation prospère.

Martin Engimo



RADIO OKAPI/PHOTO John Bompengo

PROGRAMME DU GOUVERNEMENT

La députée Collette Tshomba plaide pour une mobilisation efficace des recettes de l'Etat

L'élue de la circonscription de la Funa, à Kinshasa, invite l'exécutif national à relancer les activités des entreprises du portefeuille en état de quasi-faillite.

Colette Tshomba Ntundu a réagi favorablement à la présentation du programme du gouvernement à l'Assemblée nationale, le 3 septembre. Elle a noté avec satisfaction l'ambition affichée par le Premier ministre, Sylvestre Ilunga Ilunkamba, pour « *le redressement national à partir de la base* ». Elle en appelle à la conjugaison des efforts permettant de garantir une bonne mobilisation des recettes de l'Etat et leur encadrement par les structures compétentes pour le dernier trimestre de l'année en cours.

Le plaidoyer de l'élue du peuple fait suite à des informations faisant état d'un

déficit criant des ressources financières au sein de la Banque centrale du Congo. Il traduit sa volonté de proposer des solutions à la difficulté que connaît le pays pour assurer la mobilisation de ses recettes budgétaires. La députée préconise notamment la relance des activités des entreprises du portefeuille, autrefois fleuron de l'économie nationale et pourvoyeuses des recettes publiques, qui sont aujourd'hui dans un état de quasi-faillite.

Colette Tshomba a axé son intervention sur le cinquième pilier du programme gouvernemental qui concerne l'amélioration de la gouvernance dans la gestion des ressources naturelles, des entreprises du portefeuille et des



La députée Collette Tshomba

finances de l'Etat, notamment dans son volet mobilisation des recettes. Cependant, elle a dé-

noncé la malveillance orchestrée à l'endroit des femmes nommées au gouvernement à travers les

réseaux sociaux dans le but de décourager la jeunesse féminine à se lancer dans le combat politique.

Membre de la coalition Front commun pour le Congo-Cap sur le changement, Colette Tshomba se dit favorable à l'approbation du programme proposé par le Premier ministre et donc à l'investiture du gouvernement. « *Vous savez tous que notre peuple fonde son espoir sur ce gouvernement tant attendu, issu des élections, pour l'amélioration de ses conditions de vie. C'est pour cette raison que nous demandons aux députés nationaux, au nom du groupe parlementaire Liberté, démocratie et écologie, d'approuver ce programme et d'investir le gouvernement Ilunga Ilunkamba* », a-t-elle dit.

Jeannot Kayuba

INSPECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

La suspension des enquêtes réjouit le patronat national

Le cabinet de la présidence de la République a interdit, récemment, des missions de contrôle diligentées contre quatre sociétés membres de la Fédération des entreprises du Congo (FEC). Une décision satisfaisante pour cette fédération qui demande à ces entreprises qui lui sont affiliées de l'observer strictement.

L'on est loin d'un dénouement complet de la crise opposant actuellement le cabinet du président de la République à l'Inspection générale d'Etat (IGE). En effet, le directeur de cabinet du président, Vital Kamerhe, a interdit ni plus ni moins les enquêtes qui avaient été engagées dans quatre entreprises, membres de la FEC. Dans sa correspondance qui a fait depuis la Une de plusieurs journaux de la place, le directeur de cabinet du chef de l'Etat s'est offusqué de la violation flagrante de la loi portant interdiction de contrôle et recouvrement des impôts, droits, taxes et autres redevances dus à l'Etat sans requêtes des régies financières. Par ailleurs, Vital Kamerhe a estimé qu'il n'était pas question d'organiser des missions de contrôle sans requérir l'instruction préalable de la présidence de la République. « *Faux !* », a rétorqué l'IGF. Réagissant à ces critiques, cet organe de contrôle soutenu, d'ailleurs, par une opinion favorable grandissante parmi les acteurs de la société civile, a

réaffirmé que la loi lui donne la compétence de mener des enquêtes au second niveau auprès des entreprises qui collectent les impôts au nom de l'Etat.

Le dossier brûlant vient de prendre une nouvelle tournure avec le soutien sans tabou de la FEC aux entreprises membres visées par les missions de l'IGF. Selon le patronat national, il s'agit ni plus ni moins des missions « irrégulières ». Aussi la FEC invite-t-elle les quatre sociétés membres à se conformer à la décision de l'autorité de qui relève de l'IGF. A travers cette prise de position, elle entend ainsi réaffirmer son rôle fondamental dans la promotion des activités économiques et la défense des intérêts de ses membres, peut-on lire dans le document.

Entre-temps, les deux parties se confortent dans leurs positions. L'on espère désormais une issue politique à cette crise. L'IGF appelle à une intervention personnelle du chef de l'Etat pour la dernière décision.

Laurent Essolomwa

COOPÉRATION

Les ressortissants nigériens assurent les Congolais de leur solidarité

Dans un message adressé le 2 septembre à certains membres du gouvernement congolais dont les ministres des Affaires étrangères, des Finances, de l'Intérieur, de la Justice, du Commerce extérieur, etc., la communauté nigérienne en République démocratique du Congo (RDC) a affirmé sa détermination de travailler en vue du bien-être des deux pays frères et amis.



L'ambassade du Nigeria à Kinshasa

La communauté nigérienne qui rappelle que lors de son récent séjour au Nigeria, le chef de l'Etat congolais avait promis que son pays va travailler pour le bien-être des deux pays. Elle souhaite aussi que cette initiative des autorités congolaises soit traduite dans le concret.

Félicitant les membres du gouvernement congolais pour leur nomination au sein de la nouvelle équipe conduite par le Premier ministre, Sylvestre Ilunga Ilunkamba, la communauté nigérienne en RDC, dirigée par son président Ejikeme Victor Emeka, se dit prête à les assister en vue de la réussite des différentes tâches qui leur sont dévolues. Rappelons que la République du Nigeria entretient de bons rapports avec la RDC; ce qui explique la présence d'une forte communauté nigérienne au Congo dont la majorité s'est investie dans les affaires. Cette communauté maintient également de bons rapports avec la population congolaise au milieu de laquelle elle vit.

Lucien Dianzenza

VILLE DE KINSHASA

Néron Mbungu-Mbungu s'imprègne des problèmes des albinos

L'audience accordée à son cabinet de travail au président de l'ONG des albinos de la RDC, le catcheur Alphonse Mwimba Texas, a permis au vice-gouverneur de la capitale de la RDC de s'informer sur l'albinisme ainsi que de toutes les réalités que vivent les albinos de la capitale congolaise.

Le président de l'ONG des albinos de la RDC, le catcheur albinos et champion d'Afrique, Alphonse Mwimba Makiese, a été reçu, fin août, à l'hôtel de ville de Kinshasa, par le vice-gouverneur Néron Mbungu-Mbungu. Cette audience a permis au président de la Fondation Mwimba-Texas (FMT) de partager avec l'autorité urbaine sur les problèmes de ses semblables, les albinos ainsi que le travail abattu par cette ASBL qui vit ses vingt-deux ans d'existence.

Mais aussi, Alphonse Mwimba Makiese Texas, en tant que leader d'opinion et notable de la commune de Mont-Ngafula, avait profité de cette rencontre avec le vice-gouverneur Néron Mbungu, pour le remercier de son interven-

tion personnelle dans la lutte contre l'insécurité dans cette partie de la ville-province. Le résident de la FMT a noté que le Néron Mbungu, qui n'est plus « Mfumu ya Banga Moyo », parce qu'il est devenu « Mfumu ya buala Kinshasa », en véritable homme de terrain, avait récemment fait une descente dans le quartier Matadi-Mayo, en vue d'initier des actions concrètes visant à contrer l'insécurité qui tendait à élire domicile dans ce quartier et d'autres de la commune de Mont-Ngafula. « Des patrouilles et autres actions de la police visibles depuis cette descente du vice-gouverneur redonnent la quiétude à ces populations, qui perdaient déjà l'espoir », a soutenu ce notable de Mont-Ngafula.

Le vice-gouverneur sensibilisé à l'albinisme

Le catcheur albinos et président de l'ONG des albinos de la RDC a profité de cette audience lui accordée pour remercier le vice-gouverneur pour sa sensibilité à la cause des vulnérables. D'une ma-



Le vice-gouverneur Néron Mbungu-Mbungu et Mwimba Texas à l'Hôtel de ville/Adiac

nière particulière, Mwimba Texas, le Mandela des albinos de la RDC, avait tenu à rencontrer le vice-gouverneur pour lui poser des problèmes des albinos, surtout en ces moments de changement climatique dont les personnes vivant avec albinisme sont les premières victimes. Lors de cette audience, le vice-gouverneur s'était montré très touché, avouant qu'il a appris,

à cette occasion, beaucoup de choses sur les albinos et l'albinisme. C'était également une occasion pour Mwimba Texas, de lancer un appel à d'autres personnalités, en vue d'emboîter le pas à Néron Mbungu, faisant ainsi référence à son sens élevé d'altruisme, notant qu'en plus de la chaleur qui avait couvert cet accueil à ses bureaux de l'Hôtel de ville, Néron Mbungu

avait également mis la main à la pâte pour la journée de distribution des kits scolaires et produits pharmaceutiques au bénéfice des enfants albinos et autres, issus des familles démunies, que l'ONG des albinos avait organisée le 31 août 2019 au Jardin botanique de Kinshasa, en vue de faciliter la rentrée scolaire 2019-2020 aux bénéficiaires.

Lucien Dianzenza

LINAFOOT/LIGUE 1 - 4E JOURNÉE

Mazembe soumet RCK, Simba surprend Maniema Union

Le Tout-Puissant Mazembe a assuré un service minimum face au Racing Club de Kinshasa (RCK), le 4 septembre, et conserve la première place au terme de la quatrième journée de la 25e édition du championnat national de football.

Le RCK s'est incliné mercredi au stade des Martyrs face au Tout-Puissant Mazembe de Lubumbashi sur le score étrié de zéro but à un. Jackson Muleka a inscrit, quelques secondes après le coup d'envoi, l'unique but d'une partie très disputée entre le champion du Congo en titre et le RCK. Pour cette rencontre, le coach Pamphile Miyaho Kazembe a titularisé le gardien de but international ivoirien, Sylvain Gbohhou, les défenseurs Djos Issama, Kevin Mondeko, le Zambien Kabaso Chongo et l'Ougandais Ochaya (remplacé à la 46e mn par Mwape). Au milieu de terrain, il y a eu l'Ivoirien Christian Koffi Kouamé, Glodie Likonza, le Ghanéen Jebrin (remplacé à la 75e mn par le Congolais de Brazzaville Ipamy); et en attaque Chico Ushindi wa Kubanza (remplacé à la 55e par le Ghanéen Amoah), Jackson Muleka et Tshibangu.

Ce même mercredi, au stade Frédéric Kibassa, Lubumbashi Sport s'est remis de sa défaite face à Simba en disposant de l'AC Rangers de Kinshasa par un but à zéro, sur une réalisation du leader technique du club, Eric Kabwe. La surprise est venue du stade Manika de Kolwezi où le vainqueur de la Coupe du Congo 2019, l'AS Maniema Union de Kindu, a broyé du noir face au club local du FC Simba, par un but à trois. Kitwa (20e et 34e mn), Mugisha (30e mn) ont marqué pour les Lions de Kolwezi. Bola

a été l'auteur du but sur penalty du club de Kindu qui traverse là une passe difficile.

Classement...

Au classement, Mazembe est premier avec dix points en quatre matchs livrés. Lubumbashi Sport prend la deuxième position avec sept points en quatre matchs joués, suivi de Don Bosco avec six points en quatre matchs. La Jeunesse sportive Groupe Bazano est quatrième avec six points en quatre matchs devant le FC Simba de Kolwezi qui compte également six points en quatre matchs. V.Club se retrouve à la sixième place avec cinq points en trois rencontres, juste devant son rival de tous les temps, le Daring Club Motema Pembe (DCMP), qui dispose de quatre points en deux sorties.

Le FC Renaissance du Congo devrait occuper la huitième position avec quatre points en trois sorties, mais le club vient d'être exclu du championnat national à la suite des incidents occasionnés par ses supporters lors du match nul contre Sanga Balende. Maniema Union compte quatre points en trois sorties. Sanga Balende pourrait totaliser cinq points et remonter au classement après avoir bénéficié du forfait infligé à Renaissance. Rangers compte deux points en trois sorties, Lupopo n'a grappillé qu'un point en une seule sortie. Le RCK compte un point en quatre matchs. Dauphins noirs n'a encore livré aucun match, Nyuki a joué un match qu'il a perdu, alors que Bukavu Dawa a perdu ses quatre premières rencontres de la 25e édition du championnat national de football.

Martin Engimo

FOOTBALL-TRANSFERTS

Bolasie au Sporting, Imbula à Lecce, Bolingi à Eupen

Il y a eu changement des clubs du côté des Congolais au cours du mercato d'été qui s'est fermé le 31 août. Certains ont changé d'air pour trouver du temps de jeu et relancer leurs carrières.

Le mercato d'été s'est achevé le 31 août et l'on note le mouvement des Congolais. L'ailier international, Yannick Bolasie, s'est engagé au Sporting de Lisbonne. Appartenant à Everton d'Angleterre, il avait été prêté à Aston Villa, avant d'être à nouveau prêté à Anderlecht la saison dernière. Le joueur formé à Crystal Palace a refusé d'être transféré au CSKA Moscou, craignant le racisme des supporters russes dont a été victime le Brésilien Malcom bien avant. Finalement, il va connaître un troisième championnat dans sa carrière après la Premier League (D1 Anglaise) et la Jupiler Pro Ligue (D1 Belge). Pour sa part, le milieu relayeur, Gianelli Imbula, a enfin trouvé un club. Il jouera cette année à Lecce, club promu cette saison en Série A italienne où il a été prêté avec option d'achat par Stoke City pour quatre millions d'euros. Après son prêt à Rayo Vallecano en Espagne, il va découvrir, à 26 ans, un nouveau championnat, le Calcio italien, après avoir évolué à Guingamp (L2), Toulouse et Marseille (L1) en France, à Porto au Portugal, à Stoke City en Angleterre, et à Rayo Vallecano en Espagne.

L'attaquant Jonathan Bolingi Mpanji Merikani va en prêt avec option

d'achat à Eupen, après un passage assez difficile du point de vue statistique à Antwerp où il n'a inscrit que deux buts en plus de trente apparitions. Le milieu défensif Aaron Tshibola, lié à Aston Villa en Angleterre, a été prêté à Waasland-Beveren en Belgique, après son retour d'un autre prêt à Kilmarnock en Ecosse où il a fait vingt-sept apparitions au cours de la saison 2018-2019 et avec un but marqué. Il va donc se relancer dans le championnat belge et y trouver beaucoup plus de temps de jeu.

Libre de tout contrat depuis son départ d'Akhisarspor, l'attaquant international congolais, Jérémie Bokila, ne quittera pas la Turquie où il a signé avec Hatayspor en D2 Turquie. Trois joueurs de la Katumbi Football Academy ont rejoint Clermont Foot 63 en L2 française dans le cadre du partenariat entre le TP Mazembe de Lubumbashi et le club français. Francis Mbaki, alias Eusebio (19 ans), Alexis Banza (20 ans) et Amisi Mununga (20 ans) sont prêtés pour deux ans.

Au niveau local, l'on note l'arrivée au sein du FC Renaissance du Congo du milieu organisateur, Yannick Tusilu Bazola, ancien du Daring Club Motema Pembe. Il a même été buteur pour sa première apparition avec le club orange tenu en échec par Sanga Balende sur un score d'un but partout en troisième journée de la 25e édition du championnat de la Ligue nationale de football.

M.E.artin Engimo

ELIMINATOIRES CHAN 2020

Vingt-cinq Léopards convoqués contre les Fauves oubanguiens

La République démocratique du Congo (RDC) affrontera, le 22 septembre à Bangui, la République centrafricaine, à l'occasion du match aller comptant pour le dernier tour des éliminatoires de la sixième édition du Championnat d'Afrique des nations (Chan), dont la phase finale est prévue au Cameroun.

Le nouveau sélectionneur et patron du staff technique national, Christian N'sengi Biembe, a publié, le 2 septembre, une liste de vingt-cinq joueurs présélectionnés pour la rencontre en terre centrafricaine. Le regroupement des joueurs va se dérouler du 5 au 9 septembre, avec un match amical à Brazzaville contre les Diablies rouges locaux du Congo, selon le programme établi par le staff technique.

Il s'agit des gardiens de but Jackson Lunanga (V.Club), Siadi Baggio (Saint-Eloi Lupopo) et Nathan Mabriki (Daring Club Motema Pembe -DCMP) ; des défenseurs Djuma Shabani (V.Club), Mukoko Amale (DCMP), Luzolo Sita Ernest (V.Club), Marcel Mapumba (V.Club), Kevin Mondeko (Mazembe), Ava Dongo (V.Club), Nzungu Mafuana (Renaissance du Congo), Beya Beya Hervé (Maniema Union), Ikoyo

Iyembe (DCMP), et Djos Isama Mpeko (Mazembe). Les milieux retenus sont Mukoko Tonombe (V.Club), Miché Mika (Mazembe), Lutonadio Teji (Maniema Union), Makangila Beverly (Saint-Eloi Lupopo), Glody Likonza (Mazembe), Kikasa Merveille (V.Club) et Jérémie Mumbere (V.Club). Le sélectionneur N'sengi Biembe a convoqué six attaquants, notamment, Junior Mbele (DCMP), Rashidi Musinga (DCMP), Isaac Tshibangu (Mazembe), Jackson Muleka (Mazembe) et Joël Beya (Don Bosco).

Précisons que la première édition de ce tournoi continental de football réservé aux sélections nationales composées des joueurs évoluant dans leurs championnats nationaux respectifs a été remporté en 2009, en Côte d'Ivoire, par les Léopards de la RDC, vainqueurs en finale des Black Stars du Ghana. La deu-



Les Léopards locaux de la RDC triomphé du Mali en finale. La cinquième édition organisée en 2018, au Maroc, a été remportée par le pays hôte, bourreau du Nigeria en finale.

Martin Engimo

xième édition a été gagnée par la Tunisie en 2011, au Soudan, battant en finale l'Angola. La Libye s'est adjugée le trophée de la troisième édition en 2014,

en Afrique du Sud, en dominant le Ghana en finale. La RDC est revenue à la charge pour remporter la quatrième édition en 2016, au Rwanda, après avoir

VIOLENCES DANS LES STADES

La Linafoot exclut Renaissance du Congo de la Ligue 1

Le club tuteuré par le pasteur et évêque Pascal Mukuna est exclu de la 25e édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot) pour une durée de deux ans. Il est relégué en division inférieure.

La décision a été prise le 3 septembre par la Commission de gestion de la Linafoot, à la suite des violences perpétrées par les supporters du club orange de la capitale, lors du match nul d'un but partout concédé par leur club, le 1er septembre au stade des Martyrs, contre Sa Majesté Sanga Balende, comptant pour la deuxième journée du championnat national de football. Ils ont vigoureusement contesté le but du club de Mbuji-Mayi, s'attaquant à l'arbitre de la partie. Un supporter a même perdu la vie, succombant de ses blessures à l'hôpital à la suite des échauffourées entre supporters et policiers commis à la sécurité

du stade. Il y a eu des dégâts matériels importants.

Aussi la Linafoot a-t-elle sommé le FC Renaissance du Congo de payer une amende de vingt-cinq mille dollars américains et de réparer le préjudice commis.

Le FC Renaissance du Congo, rappelons-le, avait été écarté du championnat national en 2017 pour des causes similaires par la Linafoot, avant d'être gracié par la Fédération congolaise de football association (Fécofa) qui avait à son temps mis les dirigeants du club orange en garde contre un cas de récidive. Deux ans après, le club retombe dans ses travers de la violence. Après la décision de la Linafoot, peut-être le club ira en évocation à la Fécofa. Entre-temps, un débat est alimenté dans l'opinion sportive nationale et sur les réseaux sociaux concernant les textes réglementaires par rapport à cette situation.



Renaissance du Congo

Pour certains, la Linafoot a pris une décision qui ne s'appuierait pas sur le code disciplinaire de la Fécofa ou sur les règlements généraux sportifs, la bible de la réglementation du sport de la Ré-

publique démocratique du Congo. Pour d'autres, la décision est prise sur la base de récidive car les dirigeants du club avaient été mis en garde deux ans auparavant.

L'on attend voir si la Fécofa

va valider la décision de la Linafoot ou gracier une deuxième fois le FC Renaissance du Congo dont les supporters demeurent très bouillants.

M.E.

FOOTBALL FÉMININ

AS Epah Ngamba reçue par le maire de la ville

Championne cette année de la coupe du Congo, l'équipe qui a honoré Pointe-Noire a été reçue avec ses dirigeants, le 5 septembre, à l'Hôtel de ville, par le député maire, Jean François Kando.



La photo de famille lors de la réception d'Epah Ngamba par Jean François Kando / Adiac

L'objectif des retrouvailles a été de féliciter l'équipe pour sa victoire remportée le 14 août dernier à Brazzaville, lors de la finale de la coupe du Congo et l'encourager à mieux faire pour hisser plus haut le football féminin de la ville et du pays. « Cette rencontre était pour que nous regardions ensemble l'avenir de l'équipe qui a honoré la ville de Pointe-Noire. Et par rapport à cela, nous avons pensé la recevoir ici à l'Hôtel de ville pour montrer qu'elle est satisfaite de votre victoire et pour vous encourager à continuer et faire pareil aux prochaines compétitions », a indiqué le député maire. Accompagnant ses paroles par un

geste, Jean François Kando a remis une enveloppe d'un million francs CFA à cette équipe. Il a réalisé ainsi son vœu de soutenir l'AS Epah Ngamba, un vœu émis le 31 août au Complexe sportif, lors du match de gala organisé par l'Association mutualiste des nostalgiques du football, dans le cadre de la célébration du trophée de la coupe du Congo. « Par ce geste, nous voulons susciter de la part des autres équipes l'engouement, l'envie de gagner. Je souhaite que ce qui a été fait pour ramener ce trophée à Pointe-Noire ne soit pas un feu de paille, mais qu'Epah Ngamba s'incruste comme équipe leader du

football féminin au Congo et entraîne les autres équipes à relever aussi le niveau de cette discipline dans la ville », a signifié Jean François Kando. La surprise et la joie étaient visibles du côté des joueuses et des dirigeants de l'AS Epah ngamba. « Ce que nous avons fait est une fierté pour notre ville. Nous ne nous attendions pas à recevoir cette enveloppe. C'est une belle surprise. Cela nous encourage et va nous pousser à plus de travail. Cet argent nous servira pour le loyer de notre internat et pour les équipements », a confié Ngouala Gabelle, capitaine de cette équipe.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

CHAMPIONNAT NATIONAL DU SPORT DE TRAVAIL

La Coraf entame la compétition avec succès

L'unique représentante du département de Pointe-Noire à la compétition a infligé un score de deux buts zéro à Congo-Télécom de Brazzaville, le septembre, à Ouessou dans la Sangha, en match comptant pour la première journée du grand rendez-vous sportif des travailleurs évoluant dans les administrations publiques et privées.

Durant une semaine sous la coordination du président de la Fédération congolaise du sport de travail, Jean Robert Raphaël Massamba-Débat, les équipes de football, foot-salle et nzango des entreprises et des administrations publiques venues de Pointe-Noire, Brazzaville et la Sangha vont rivaliser d'ardeur pour remporter les trophées mis en jeu.

Le département de Pointe-Noire est représenté à la compétition par six équipes dont quatre de nzango, à savoir La Congolaise de raffinage (Coraf), Digemar, Asia et l'hôpital de Loandjili. Au football, la Coraf a battu par de deux buts à zéro Congo-télécom de Brazzaville.

Soulignons que la septième édition du championnat national du sport de travail revêt un caractère particulier, dans la mesure où la fédération expérimente l'organisation du tournoi de foot-salle, où Pointe-Noire a aligné l'unique équipe de la Coraf.

En rappel, le championnat en milieu professionnel a pour objectif de favoriser le brassage et le vivre-ensemble entre les travailleurs venus de différents départements et de différentes entreprises.

Charlem Léa Itoua

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



DIABLES ROUGES U-23

Les chances de qualification à la CAN restent intactes malgré la défaite

Le résultat concédé mercredi par les moins de 23 ans congolais à Lusaka (1-2) contre la Zambie est à la fois frustrant et encourageant en vue du match retour prévu dimanche, au stade Alphonse-Massamba-Débat.

Les poulains de Jean Elie Ngoya sont à la porte d'une qualification historique pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN). Bien que battus par les Chilopolos de la Zambie, lors de la manche aller du dernier tout qualificatif à la phase finale de cette compétition qui se disputera cette année en Egypte, les Diables rouges ont conservé leurs chances.

Ils ont même simplifié leur équation en vue de la manche retour en marquant un but précieux sur le terrain adverse. Une réalisation qui pourrait peser lourd dans la balance si les Congolais l'emportaient sur un score d'un but à zéro.

Avant de partir pour Lusaka, Jean Elie Ngoya faisait passer ce message à ses pou-



Les U-23 congolais/Adiac

lains. « On ne peut passer le Burundi et buter à cette porte. Je ne le pense même pas dans mon for intérieur. Ces jeunes ont été bien préparés pour prendre la qualification même à la nage ou à genou », indiquait le sélectionneur, avant de préciser que l'équipe qu'il a composée était capable de faire un match raisonnable

dans la capitale zambienne. Sur la première manche, les joueurs n'ont pas du tout déçu même si le but concédé à deux minutes de la fin du match reste la seule fausse note qu'il faudrait vite oublier pour ne retenir que l'essentiel : la bonne réaction. Menés au score dès l'entame de la rencontre, c'est-à-dire

à la cinquième minute sur une réalisation de Fashion Sakala, les Diables rouges ont trouvé les ressources en début de la seconde période. Jacques Medina Temopelé a répondu à Sakala avant que ce dernier ne signe un doublé à la 88e mn. Une défaite frustrante d'autant plus qu'elle replace la

Zambie en tête avant d'effectuer le déplacement de Brazzaville. Les poulains de Jean Elie Ngoya, qui étaient à deux minutes de réaliser un coup parfait à Lusaka, peuvent toutefois se satisfaire du but marqué en terre zambienne qui pourrait être fatal aux Zambiens.

Le retard n'est pas, d'ailleurs, insurmontable d'autant plus que pour valider leur qualification pour la phase finale de la CAN, les Congolais doivent à tout prix l'emporter dimanche à Brazzaville soit par 1-0 ou une victoire avec deux buts d'écart au cas où leur défense encaisserait un but. Dans ce genre de match, nous avait rassuré Jean Elie Ngoya, c'est la préparation mentale qui prendra le dessus sur le physique (technique et tactique). Les Diables rouges auront les moyens de le démontrer le 8 septembre devant leur public. Ne dit-on pas qu'à cœur vaillant rien d'impossible ?

James Golden Eloué

HYDROCARBURES

Total veut continuer l'exploration pétrolière au Congo

Le PDG de Total, Patrick Pouyanné, a émis le 5 septembre à Paris, au terme d'un entretien avec le président Denis Sassou N'Guesso, le vœu de son groupe de continuer à explorer les champs pétroliers en République du Congo.

« On a d'abord fait le point sur la situation des marchés pétroliers. Le baril de pétrole est juste entre 60 dollars et c'est très important pour le Congo. On a également fait le point sur notre production au Congo. Total produit plus de 200 000 barils par jour, soit 60% de la production nationale », a déclaré Patrick Pouyanné.

En ce qui concerne les perspectives du groupe pétrolier français en terre congolaise, le PDG a indiqué que « Total souhaite continuer à explorer au Congo », ajoutant : « On a des discussions en cours avec le gouvernement pour avoir de nouveaux permis d'exploration ».

Il a salué la découverte du champ pétrolier onshore Delta de la Cuvette dans la partie septentrionale, estimant que c'est une bonne nouvelle pour le Congo. « C'est un sujet très cher au président qui nous en a parlé. On a regardé et on a demandé de voir si on pouvait travailler sur une zone », a expliqué le PDG de Total.

Pour lui, ce projet présente « des enjeux écologiques importants avec la forêt qu'il faut tenir en compte », assurant : « Mais, on est prêt à acquérir des données sismiques de façon à mieux comprendre ce qui se passe dans cette zone et à aider le Congo à valoriser ses ressources ».

La Rédaction

EXPOSITION RIAC 2019

Plus d'une trentaine d'œuvres à découvrir et à questionner

La huitième exposition annuelle de la Rencontre internationale d'art contemporain (Riac) s'est ouverte par une inauguration privée, le 4 septembre, à l'institut français du Congo (IFC), en présence des auteurs des œuvres picturales exposées, des organisateurs et participants au rendez-vous culturel ainsi que de quelques invités.

Sept pays au total (Congo, Côte d'Ivoire, Cameroun, Sénégal, Ouganda, Mali et Rwanda) participent à l'exposition de la huitième édition de la Riac. Chaque œuvre qui orne le hall de l'IFC est synonyme de création et donne naissance à un nouveau monde, à de nouvelles créatures ni complètement humaines ni complètement animales, encore moins complètement légendaires. L'exposition présente une panoplie de créations variables réalisées entre 2018 et 2019. On y retrouve, comme fil principal, des êtres hybrides, des animaux, des esprits, pictogrammes, graffitis, silhouettes, des objets.

La technique la plus utilisée pour réaliser ces tableaux est celle de l'acrylique sur toile. Par ailleurs, on y décèle des touches singulières optées par quelques peintres comme l'acrylique et collage moustiquaire sur toile, l'acrylique sur bâche, l'acrylique, tissus et photographie sur alternative, l'acrylique et pigments sur toile ou encore



Un visiteur scrutant un tableau, le lendemain de l'ouverture de l'exposition

la technique mixte, photographie et peintures. En quête permanente d'esthétique et ayant un profond esprit de créativité, ces artistes de différents horizons ont fusionné des formes, mouvements et couleurs qui émergent et qui s'ancrent dans le vécu de l'humanité. Ainsi, il en ressort des thèmes engagés tels que la liberté, le vivre-ensemble, la thérapie, le deuil, l'espérance, la musique, la sagesse, les combats de la vie, l'équilibre, le temps et l'espace.

A en croire les organisateurs, cette exposition à fort potentiel présente deux faces : encourager l'internationalisation de la création artistique contemporaine congolaise tout en permettant à la scène mondiale de découvrir le dynamisme et la richesse d'une créativité locale qui en

vaut le détour. Notons que l'exposition de la huitième édition de la Riac, en séjour à l'IFC, est ouverte à tout public et elle fermera ses portes le 23 septembre.

Les auteurs de l'exposition

L'exhibition artistique de cette année affiche différents artistes talentueux qui ont en commun l'amour pour l'art visuel. Il s'agit de Souleyman Konate, Achille Loba Djokoueyi et Yves Fredy Gbais Obou de la Côte d'Ivoire ; Moussa Traoré du Mali ; Teska Konongo, Sar-doine Mia, Alégra Nicka et Punch Mak du Congo Brazzaville ; Morel Donou du Sénégal ; Crita Uwase du Rwanda ; Pamela Aobo de l'Ouganda et Issa Nyaphanga du Cameroun.

Merveille Atipo, stagiaire